

qu'il incombe au ministre d'affirmer catégoriquement qu'aucune industrie des Maritimes ne recevra prochainement une aide inférieure à celle qu'elle a reçue dans le passé. Il devrait signaler aux industries que les sommes consacrées à leur aide ne seront pas réduites. En tant que ministre de l'Industrie, il doit s'assurer que les régions de notre pays qui ont besoin d'aide pour leur développement industriel ne souffrent pas et que les sommes disponibles pour ces régions du pays ne seront pas moins importantes.

M. Gilbert: Monsieur le président, il m'est difficile de critiquer le ministre de l'Industrie et du Commerce, sans doute le ministre le plus heureux et le plus obligeant du Cabinet. Je me contenterai de demander des réponses à deux ou trois questions.

D'abord, je voudrais savoir s'il est partisan du «continentalisme» ou du nationalisme. La question est importante. Le premier ministre a fait la semaine dernière une déclaration sur les caractéristiques de la société juste. Dans le résumé que j'ai lu, il m'a semblé dire de l'industrie de l'automobile: «Nous l'avons perdue.» Le ministre éprouve-t-il la même réaction? Brandit-il le drapeau blanc de la reddition et se dit-il un adepte de l'intégration et du continentalisme?

Songez à la Suède, monsieur le président, avec sa population de quelque 8 millions d'âmes. Elle possède sa propre industrie de l'automobile. Songez à l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Angleterre et le Japon; il ont une industrie florissante de l'automobile. Pourtant ici au Canada, nous cédonc ce domaine aux États-Unis. Quand je regarde les tribunes et que je vois tous ces fonctionnaires aux traitements élevés, il me semble que nous pourrions demander à certains de nos experts en matière de recherche comment développer notre industrie automobile.

● (8.50 p.m.)

J'espère que le ministre ne partage pas les opinions du premier ministre et qu'il n'est plus en faveur de l'intégration. J'essaie de trouver des nationalistes parmi les vis-à-vis, mais c'est très difficile. Beaucoup d'entre eux épousent la doctrine du continentalisme. Le seul nationaliste qui me vient à l'esprit est le député de Scarborough-Est. C'est un économiste et, si je ne me trompe, il a aidé Walter Gordon, le nationaliste n° 1 du Canada. J'aimerais l'entendre dire: «Je suis nationaliste.» J'aimerais l'entendre exposer certaines idées que Walter Gordon et lui ont mis au point ensemble et le voir essayer d'aider le Canada. Le ministre des Postes est peut-être de la même trempe.

[M. Bell.]

J'aimerais trouver autant de nationalistes de ce côté-là de la Chambre que possible, car il y a une tendance terrible qui se fait de plus en plus sentir au Canada et qui se manifeste par la disparition de tout esprit nationaliste. Encore une fois, je regarde le député d'York-Nord, qui a été un homme d'affaires important au Canada et qui a beaucoup contribué à nos débats jusqu'ici. J'aimerais lui demander s'il accepte cette tendance vers le continentalisme qui se manifeste au Canada aujourd'hui.

M. Danson: Le député n'était pas à la Chambre l'autre jour lorsque j'ai fait mon discours.

M. Gilbert: Que le député veuille bien m'excuser si je ne l'ai pas entendu. J'espère qu'il a parlé du nationalisme.

M. Danson: J'enverrai un exemplaire à l'honorable représentant.

M. Gilbert: Je serais certainement heureux que le député m'envoie un exemplaire. Quand je pense à la fissure qui s'est produite lors de la course au pouvoir, à la façon dont l'ancien ministre du Commerce est devenu continentaliste et à la façon dont l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures a adopté le point de vue continentaliste—il semble que le point de vue nationaliste ait été écarté—il me vient à l'idée que personne n'a exposé de façon énergique un point de vue exclusivement canadien. Je remarque que le député de Scarborough-Est s'agite. Je pense qu'il devrait s'agiter. Il devrait se lever et nous donner son point de vue sur le nationalisme.

Il y a une autre point que je voudrais signaler au ministre intéressé, c'est la question des bénéfices que réalisent les fabricants d'automobiles. Je me souviens que, lors de la dernière session, un comité spécial de la Chambre des Communes a été établi pour étudier les prix aux consommateurs. On a essayé d'enquêter sur les prix des automobiles, mais sans succès. Si les chiffres donnés par mon honorable ami de Winnipeg-Nord sont exacts—et ils montrent qu'en quelques années un bénéfice de 80 ou 90 p. 100 a été réalisé sur le capital investi dans cette activité et que le profit d'ensemble sur les opérations en capital est d'environ 30 p. 100—il est évident que les Canadiens paient trop cher pour leurs voitures.

J'aimerais entendre le ministre dire franchement qu'il s'engage à faire déférer la question au comité permanent qui s'occupe des corporations ou à un autre comité, afin qu'on puisse étudier le prix des voitures au Canada. Si les Canadiens se font rouler, je crois que le ministre serait le dernier à souhaiter que cela continue.